

Conseillers élus	33
En fonction	33
Présents	25
Excusés	8
Procurations	6

Procès-Verbal des Délibérations du Conseil Municipal de la Ville de CERNAY de la séance du 7 avril 2017

Sous la présidence de Madame Catherine OSWALD, Première Adjointe

Madame la Première Adjointe au Maire ouvre la séance du Conseil Municipal à 20h15. Il souhaite la bienvenue à tous les Conseillers Municipaux présents. Elle salue également le public et les représentants de la presse.

Le Conseil Municipal procède à la désignation du secrétaire de séance et de son auxiliaire. Sont désignés à l'unanimité Monsieur Guillaume GERMAIN, Adjoint au Maire, en tant que Secrétaire, et Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services, en tant qu'auxiliaire.

Elle donne lecture des procurations.

Présents Madame Catherine OSWALD, Monsieur Alain BOHRER, Madame Anita BURGER, Messieurs Jérôme HAMMALI, Emile MOUHEB, Claude MEUNIER, Guillaume GERMAIN, Madame Annie GADEK, Messieurs Michel FLIEG, Mario CRACOGNA, Mesdames Catherine GOETSCHY, Monique SAMOLANY-ZIND, Chantal BURGERMEISTER, Martine PIERRE, Nicole WIPF, Josiane BOSSERT, Monsieur Thierry BILAY, Mesdames Santa FIERRO, Marie STUTZ, Messieurs Michel LEDEUR, Fabrice ANASTASI, Giovanni CORBELLI, Jacques MULLER, Madame Sylvie REIFF-LEVETT, Monsieur Joaquim RODRIGUES

Absents excusés et non représentés M. Michel SORDI
M. Dominique STEIGER

Absents non excusés Néant

Ont donné procuration M. Bernard SOMMER donne procuration à Jérôme HAMMALI
Mme Sonia KUENY-TRAVERSI donne procuration à Catherine OSWALD
Mme Claudine MUNSCH donne procuration à Annie GADEK
Mme Virginie BONNET donne procuration à Anita BURGER
M. Christophe MEYER donne procuration à Sylvie REIFF-LEVETT
Mme Anne EBERLEIN donne procuration à Joaquim RODRIGUES

Assiste également Monsieur Philippe GROSS, Directeur Général des Services.

Ordre du jour

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 février 2017
- 2 - Communications
- 3 - Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Député-Maire (information)
- 4 - Approbation des comptes de gestion 2016
 - 4.1 – Budget principal
 - 4.2 – Budget des panneaux photovoltaïques du centre hippique
 - 4.3 – Budget de la zone industrielle Europe
 - 4.4 – Budget de la zone d'activités rue d'Aspach
- 5 - Approbation des comptes administratifs 2016
 - 5.1 – Budget principal
 - 5.2 – Budget des panneaux photovoltaïques du centre hippique
 - 5.3 – Budget de la zone industrielle Europe
 - 5.4 – Budget de la zone d'activités rue d'Aspach
- 6 - Affectation des résultats 2016
 - 6.1 – Budget principal
 - 6.2 – Budget des panneaux photovoltaïques du centre hippique
- 7 - Approbation des budgets primitifs 2017
 - 7.1 – Budget des panneaux photovoltaïques du centre hippique
 - 7.2 – Budget de la zone d'activités rue d'Aspach
- 8 - Fonds de concours 2017
- 9 - Approbation du projet de financement de l'extension du réseau de vidéoprotection (tranche 4)
- 10 - Opération « Boîtes à livres » (Lions Club Thann)
- 11 - « Territoire Energie Positive Croissance Verte » (Pays Thur Doller) - Cofinancement
- 12 - Délégation de service public – Chauffage urbain (ENGIE-COFELY) : avenant
- 13 - Système d'alerte et d'information des populations (sirène) – Convention Ville/Etat
- 14 - Monde associatif
 - 14.1 - Subventions aux associations
 - 14.2 - Contrat d'objectifs et de moyens (Ville/SHT)
- 15 - Futur centre de secours Cernay/Wittelsheim (SDIS) – Aménagement routier (RD2) : participation financière
- 16 - Centre de secours des sapeurs-pompiers (SDIS) – Acquisition et mise à disposition
- 17 - Office National des Forêts – Approbation de l'état d'assiette des coupes de bois 2018
- 18 - Domaine communal
 - 18.1 – Mainlevée d'une restriction au droit de disposer (Aldi)
 - 18.2 – Acquisition d'une parcelle rue des Vignes
 - 18.3 – Dénomination d'une nouvelle voie dans la ZAC « des rives de la Thur »

19 - Ressources humaines

19.1 - Participation de la protection sociale complémentaire des agents

19.2 – Création d'emplois saisonniers (été 2017)

20 - Indemnités de fonction des élus : actualisation de l'indice brut terminal

21 - Association des Maires de France – Motion « Manifeste pour des communes fortes et vivantes au service des citoyens »

22 - Questions orales

23 - Informations à la municipalité

1 – Madame Catherine OSWALD rapporte le point n°1**Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 10 février 2017**

Le procès-verbal a été transmis au domicile de chaque élu. Il est adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

2 – Madame Catherine OSWALD rapporte le point n°2**Communications****2.1 - Remerciements**

Remerciements pour le versement des subventions 2016 de :

- de l'école élémentaire « Les Tilleuls » ;
- de la société hippique de la Thur ;
- du Comité du Haut-Rhin des secouristes français de la Croix Blanche.

Remerciements :

- de la Fondation du Patrimoine pour l'adhésion 2017 ;
- du centre socio-culturel AGORA pour l'aide financière à l'achat d'un nouveau minibus ;
- de l'association « Le Lien » pour la mise à disposition gracieuse de 5 chalets pour le marché de Noël 2016 ;
- de Madame Claudine MEISSBURGER, directrice de l'école maternelle Saint-Joseph, pour les différents budgets alloués à l'école et de ce fait du soutien de la ville ;
- de l'association de Pêche de Cernay pour l'installation de toilettes sèches à l'étang de la Poudrière.

3 – Madame Catherine OSWALD rapporte le point n°3**Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Député-Maire (information)****3.1 – Déclarations d'Intention d'Aliéner – Droit de préemption non exercé**

Immeuble sis	Nature	Surface	Désignation cadastrale	Cédés par
93 rue Sandoz	maison	320 m ²	Section 30 n°199/67	Consorts GIMONDI
rue de Normandie	échange terrain (sans soulte)	502 m ² 501 m ²	Section 60 n°231/66, 233/65 Section 83 n°46/7	Syndicat des copropriétaires de l'ensemble commercial CCM du Vieil Armand
rue de Normandie	échange terrain (sans soulte)	734 m ² 1329 m ²	Section 60 n°235/64, 237/63 Section 60 n°239/62, 240/62, 243/61	Syndicat des copropriétaires de l'ensemble commercial Société FONGIR
44 avenue Charles De Gaulle	maison	1300 m ²	Section 58 n°395/87	SCI L'EPI
3 A rue de Provence	maison jum.	450 m ²	Section 59 n°926/12	Jérôme DUC
115 rue Sandoz	maison	668 m ²	Section 30 n°179/67	Consorts SUTTER
29 rue Poincaré	appartement	235,33 m ²	Section 8 n°91/25	Consorts MESSMER
2 rue des Puits	maison	848 m ²	Section 34 n°238/33, 148/33	CCTC
4 rue René Guibert	garage		Section 17 n°48, 53	Syndicat des coprop. de la résidence Klimt

4 rue René Guibert	garage		Section 17 n°48, 53	Syndicat des coprop. de la résidence Klimt
11 rue Latouche	appt + 2 caves + cour ext.	53, 26 m ²	Section 3 n°137/63	Consorts NEHR
32 rue Wittelsheim	appt + cave	27,95 m ²	Section 12 n°113/18	BILL Sandrine
2 rue du Repos	appt + cave + parking	50,9 m ²	Section 43 n°99/1, 100/1, 106/1	ARGENTINO Giuseppina
1 rue Géraniums	maison	164 m ²	Section 18 n°115/6	MURA Jean-Marc
4 rue Poincaré	surface aménageable	65,5 m ²	Section 1 n°123/32	AST Denis
2 D rue de Soultz	appt + 2 gges	51,87 m ²	Section 47 n°243/34, 265/34	SCI CETIN
3 rue Travailleurs	appt + gge + parking	74,56 m ²	Section 47 n°268/83	Crédit Agricole Alsace Vosges
Fbg des Vosges	terrain	3 042 m ²	Section 30 n°433/33	Consorts NAFFZGER
5 passage des Roses	maison	623 m ²	Section 50 n°495/6	GUILBAUD Nicolas OTTENWAEALTER Evelyne
4 rue des Puits	maison	368 m ²	Section 34 n°237/33	CCTC
1 A rue du 4 Février	maison	447 m ²	Section 74 n°407/11	Epoux ORTSCHIED
16 rue des Cavaliers	maison	665 m ²	Section 78 n°122/13, 131/13	GUICHERON Alain
16 rue des Mélèzes	maison	766 m ²	Section 42 n°129/20, 132/22, 140/27	Epoux JOLLY Marc

13 rue Montaigne	park. ext.		Section 80 n°119/2	JLO Invest + CH Transaction
rue Blaise Pascal	2 park. ext.		Section 80 n°118/2	JLO Invest + CH Transaction
23 rue Wattwiller	maison	154 m ²	Section 46 n°273/21, 275/21, 278/21, 280/21	Epoux HATSCH Jean-Marie
5 A rue de Soultz	appt duplex + garage	87,2 m ²	Section 44 n°177/39	POULET Emmanuel
11 avenue Montaigne	appt + gge + cave + park.	89 m ²	Section 80 n°118/2	JENN Ludovic
5 rue Blaise Pascal	appt + gge + cave	64,32 m ²	Section 48 n°123/30	PFERTZEL Marc
5 rue Blaise Pascal	appt + gge + cave	64,2 m ²	Section 48 n°123/30	LOEFFEL Jérôme
10 rue Blaise Pascal	pavillon en copropriété	88,5 m ²	Section 80 n°119/2	OTTMANN Henriette
2 rue du Mimosa	maison	718 m ²	Section 80 n°297/13, 307/13	FAIVRE Fabien/FRITSCHY Aline

3.2 - Réalisation d'un contrat de prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Conformément au point 5 de la délibération du Conseil municipal du 29 mars 2014 portant sur les délégations données au Maire, l'assemblée délibérante est informée que la Commune de Cernay a réalisé un contrat de prêt. Celui-ci financera l'opération de réhabilitation de la Maison Communale sise 35 rue des Fabriques.

L'emprunt concerne un prêt « Croissance Verte » à taux zéro, d'un montant total de 500 000 €, contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour une durée de 20 ans.

Les échéances de remboursement s'élèvent à 25 000 € par an, à périodicité annuelle.

3.3 Clôture du budget annexe Zone Industrielle Europe

Conformément au point 5 de la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2016, l'assemblée délibérante est informée que les excédents du budget annexe Zone industrielle Europe ont été transférés sur le budget principal.

Par conséquent, le budget annexe considéré est clôturé.

4 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°4

Approbation des comptes de gestion 2016

Avant le 1^{er} juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le Trésorier établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Il comporte :

- une balance générale de tous les comptes tenus par le Trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité) ;
- le bilan comptable de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité ou de l'établissement local.

Le compte de gestion est soumis au vote de l'assemblée délibérante qui peut constater ainsi la stricte concordance des deux documents (compte administratif et compte de gestion).

Ce premier examen est suivi d'un second contrôle effectué par le juge des comptes. Au vu des pièces justificatives, jointes en accompagnement du compte de gestion, le juge des comptes est à même d'apprécier la qualité de gestion du Trésorier de la collectivité.

4.1 – Budget Principal

Les documents élaborés par Monsieur Alphonse WACH, Trésorier, sont conformes aux comptes administratifs transmis au domicile de chaque élu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le compte de gestion 2016 du budget principal (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à le signer.

Approuve à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

4.2 - Budget panneaux photovoltaïques du centre hippique

Les documents élaborés par Monsieur Alphonse WACH, Trésorier, sont conformes aux comptes administratifs transmis au domicile de chaque élu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le compte de gestion 2016 du budget annexe des Panneaux photovoltaïques du centre hippique (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à le signer.

Approuve à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

4.3 - Budget zone industrielle Europe

Les documents élaborés par Monsieur Alphonse WACH, Trésorier, sont conformes aux comptes administratifs transmis au domicile de chaque élu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le compte de gestion 2016 du budget annexe de la Zone industrielle Europe (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à le signer.

Approuve à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

4.4 - Budget zone d'activités rue d'Aspach

Les documents élaborés par Monsieur Alphonse WACH, Trésorier, sont conformes aux comptes administratifs transmis au domicile de chaque élu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le compte de gestion 2016 du budget annexe de la Zone d'activités rue d'Aspach (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à le signer.

Approuve à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

5 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°5

Approbation des comptes administratifs 2016

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

A la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 janvier de l'année N+1, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondants aux différents budgets annexes.

Le compte administratif :

- rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres) ;
- présente les résultats comptables de l'exercice.

Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

5.1 – Budget principal

Le compte administratif 2016, joint en annexe, est arrêté comme suit :

I – FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	9 599 330.41 €
Recettes de l'exercice	11 161 290.80 €
Résultat de l'exercice 2016 (excédent)	1 561 960.39 €
Résultat positif cumulé pour le fonctionnement	1 561 960.39 €

II – INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	3 360 541.67 €
Recettes de l'exercice	4 149 908.79 €
Résultat de l'exercice 2016 (excédent)	789 367.12 €
Résultat reporté de clôture (exercice 2015)	428 519.47 €
Résultat positif cumulé pour l'investissement	1 217 886.59 €
TOTAL I + II (solde cumulé des deux sections)	2 779 846.98 €

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le compte administratif 2016 du budget principal (cf. annexe).

Approuve à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

5.2 – Budget des panneaux photovoltaïques du centre hippique

Le compte administratif 2016 est arrêté comme suit :

I – FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	73 652.63 €
Recettes de l'exercice	72 421.00 €
Résultats de l'exercice 2016 (déficit)	- 1 231.63 €
Résultat de clôture 2016 (avec report de 2015)	9 552.98 €

II – INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	52 163.65 €
Recettes de l'exercice	50 702.46 €
Résultat de l'exercice 2016 (déficit)	- 1 461.19 €
Résultat de clôture 2016 (avec report de 2015)	- 3 292.49 €
TOTAL I + II	6 260.49 €

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le compte administratif 2016 du budget annexe des panneaux photovoltaïques du centre hippique (cf. annexe).

Approuve à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

5.3 – Budget de la zone industrielle Europe

Le compte administratif 2016 est arrêté comme suit :

I – FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	458 131.58 €
Recettes de l'exercice	0.00 €
Résultat de l'exercice 2016 (déficit)	- 458 131.58 €
Résultat reporté de clôture 2015 (excédent)	416 848.01 €
Résultat cumulé de clôture 2016 (déficit)	- 41 283.57 €

II - INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	0.00 €
Recettes de l'exercice	0.00 €
Résultat de l'exercice 2016	0.00 €
Résultat de clôture 2016 (excédent avec report)	41 283.57 €
TOTAL I + II	0.00 €

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le compte administratif 2016 du budget annexe de la zone industrielle Europe (cf. annexe).

Approuve à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

5.4 – Budget de la zone d'activités rue d'Aspach

Le compte administratif 2016 est arrêté comme suit :

I – FONCTIONNEMENT

Dépenses de l'exercice	0.00 €
Recettes de l'exercice	0.00 €
Résultat de l'exercice 2016	0.00 €
Résultat de clôture 2016 (déficit avec report)	- 0.17 €

II – INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice	0.00 €
Recettes de l'exercice	0.00 €
Résultat de l'exercice 2016	0.00 €
Résultat de clôture 2016 : stocks (déficit avec report)	- 494 999.08 €

TOTAL I + II - 494 999.25 €

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le compte administratif 2016 du budget annexe de la zone d'activités rue d'Aspach (cf. annexe).

Approuve à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

6 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°6

Affectation des résultats 2016

6.1 - Budget Principal

Au terme de l'exercice 2016, l'excédent de fonctionnement s'établit à 1 561 960.39 €.

Il est proposé d'affecter en recettes au compte 1068 « Excédents capitalisés de la section d'investissement » la somme de 1 000 000 € et en recettes, au compte 002 de la section de fonctionnement la somme de 561 960.39 €

Le résultat excédentaire de la section d'investissement, soit 1 217 886.59 €, est reporté en recettes au compte 001 « Résultat d'investissement reporté ».

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le résultat de l'exercice 2016 ;

Constate à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) les résultats positifs des sections d'investissement et de fonctionnement ;

Affecte au compte 1068 la somme de 1 000 000 €.

Approuve à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

6.2 - Panneaux photovoltaïques du centre hippique

A l'issue de l'exercice 2016, l'excédent de fonctionnement s'élève à 9 552.98 €.

Il est proposé d'affecter un montant de 6 260.49 € au compte 002 du budget primitif 2017.

Il est suggéré d'affecter une partie de cet excédent de fonctionnement, d'un montant de 3 292.49 €, en recettes d'investissement, au compte 1068 « Excédents capitalisés de la section d'investissement ».

Le résultat déficitaire cumulé d'investissement, d'un total de 3 292.49 €, sera reporté en dépenses à la ligne 001 du budget primitif 2017.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le résultat de l'exercice 2016 ;

Constate à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) les résultats des sections d'investissement et de fonctionnement ;

Affecte au compte 1068 la somme de 3 292.49 €.

Approuve à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

7 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°7

Approbation des budgets primitifs 2017

Par exception au principe d'unicité du budget communal, le Conseil municipal peut décider la création de budgets annexes. Ces derniers sont établis pour des services locaux spécifiques.

Les services gérés en budgets annexes n'ont ni personnalité morale, ni autonomie financière. Ils ont un budget et une comptabilité distincts du budget et de la comptabilité de la commune.

7.1 - Panneaux photovoltaïques du centre hippique

Le budget primitif 2017 des Panneaux photovoltaïques du centre hippique s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 77 087.00 €. Pour la section d'investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 57 293.00 €.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Adopte à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES) le budget primitif 2017 du budget annexe des Panneaux photovoltaïques du centre hippique (cf. annexe).

Approuve à l'unanimité des votes exprimés

Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Christophe MEYER, Jacques MULLER et Joaquim RODRIGUES)

7.2 - Zone d'activités rue d'Aspach

Le budget primitif 2017 de la Zone d'activités rue d'Aspach s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 1.00 €. Il s'équilibre également en dépenses et en recettes d'investissement à 495 000.00 €.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Adopte à l'unanimité des votes exprimés, moins deux abstentions (Madame Anne EBERLEIN et Monsieur Joaquim RODRIGUES) le budget primitif 2017 du budget annexe de la Zone d'activités rue d'Aspach (cf. annexe).

Approuve à l'unanimité des votes exprimés

Deux abstentions (Madame Anne EBERLEIN et Monsieur Joaquim RODRIGUES)

8 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°8

Fonds de concours 2017

Il est rappelé qu'à la fin du mois de juin 2015 le Conseil de Communauté a approuvé le pacte fiscal et financier 2015-2020, ainsi que les modalités de versement par l'Intercommunalité des fonds de concours adossés au pacte pour la période 2015-2017.

Les Conseils municipaux de chacune des 17 (16 désormais) communes-membres ont été invités à approuver les conventions particulières.

Les fonds de concours peuvent être affectés au financement d'opérations d'équipement ou au financement des dépenses de fonctionnement liées à des équipements existants.

Les premières demandes, pour l'exercice 2017, de fonds de concours présentées par les communes vont dès lors pouvoir être soumises au Bureau de la Communauté de Communes, en vue d'un versement des premiers acomptes sur les aides correspondantes.

Il appartient au préalable au Conseil municipal d'arrêter les opérations présentées au titre des demandes de fonds de concours liées au pacte, ainsi que leur plan de financement ; ce financement ne peut excéder 50 % du montant restant à charge de la Commune (montants HT pour les dépenses d'investissement et TTC pour les dépenses de fonctionnement, sauf si ces dernières bénéficient d'une récupération de la TVA de plein droit ou sur option, les montants devant alors être mentionnés HT).

Une première demande de fonds de concours est ici présentée.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité les opérations définies dans le tableau ci-joint et leur plan de financement ;

Sollicite de la Communauté de communes de Thann-Cernay l'attribution d'un fonds de concours de 887 440 € pour cette première demande, dans le cadre du règlement d'intervention des fonds de concours annexé au pacte fiscal et financier ;

Charge Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, de signer toutes pièces correspondantes.

Approuve à l'unanimité

9 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°9

Approbation du projet de financement de l'extension du réseau de vidéoprotection (tranche 4)

La Ville de Cernay a depuis quelques années mis en place et étendu un réseau de vidéoprotection sur son ban communal. Celui-ci a montré son efficacité dans l'identification des auteurs d'actes délictuels et, par un lien de causalité évident, dans la prévention de leur survenance.

Pour poursuivre le développement du réseau, afin de parfaire son maillage, la Ville envisage une quatrième tranche de travaux comprenant 4 nouvelles caméras couvrant de nouveaux secteurs, notamment les deux city stades et le quartier des Mines.

Cette quatrième tranche de travaux comprend une tranche ferme uniquement, pour un coût total de 57 812.06 € HT :

- Travaux : 53 329.06 € HT ;
- Maîtrise d'œuvre : 4 483.00 € HT

Cette dépense est prévue au budget primitif 2017 de la Ville à l'article 2315 fonction 112.

Joaquim Rodrigues estime que le réseau de vidéoprotection communal ne sert, en l'absence de personnel dédié au visionnage en direct, qu'à l'élucidation des délits.

Emile Mouheb trouve cette analyse réductrice. En effet, s'il est vrai que le réseau de vidéoprotection de Cernay est un outil efficace pour les enquêteurs aux fins d'identifier les auteurs des faits, ce dispositif est également utilisé en direct dans le cadre d'opérations de terrain menées conjointement par les policiers municipaux, les médiateurs, les agents de la « brigade verte » et les gendarmes.

Joaquim Rodrigues fait remarquer qu'une des caméras situées au quartier des « Mines » est en panne depuis plus d'un mois.

S'il reconnaît que, comme pour tout équipement, des pannes se produisent, Emile Mouheb, se fondant sur l'efficacité et la réactivité de l'entreprise en charge de la maintenance, conteste une telle durée de panne.

Face à l'étonnement de Joaquim Rodrigues quant à l'orientation inappropriée, selon lui, d'une des caméras située dans le parc des « Rives de la Thur », Michel Sordi indique que l'angle de vision répond à un choix stratégique opéré par la police municipale et surtout par la gendarmerie

Monsieur Emile MOUHEB, Adjoint à la sécurité et à la politique des quartiers, profite de l'examen de cette question pour souligner l'utilité de la vidéoprotection, tout particulièrement

pour les gendarmes, dans la résolution des enquêtes, comme l'a révélé un récent article du journal L'Alsace, le 29 mars dernier, relatif à des faits d'extorsion avec violences et de cambriolages pour lesquels le dispositif de Cernay a joué un rôle décisif pour l'identification des auteurs.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Autorise à l'unanimité Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à solliciter les subventions auprès des co-financeurs potentiels ;

Autorise Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent.

Approuve à l'unanimité

Monsieur Michel SORDI arrive en séance.

Monsieur Thierry BILAY quitte la salle.

10 – Monsieur Guillaume GERMAIN rapporte le point n°10

Opération « Boîtes à livres » (Lions Club Thann)

L'idée des boîtes à livres est née aux Etats-Unis. Elle se développe désormais en Europe, notamment en France.

Pour le Lions Club de France, cette initiative évoque le « livre voyageur », c'est-à-dire la circulation des livres afin qu'ils soient lus et partagés par d'autres personnes.

Les atouts des boîtes à livres sont nombreux : faciliter l'accès à la culture, favoriser la convivialité des espaces publics, encourager la lecture, faire de chacun un acteur de la transmission des connaissances et de la culture etc.

Le principe de ces boîtes consiste à mettre librement à disposition des livres, à les emprunter et à les partager.

Convaincue de l'intérêt de tels dispositifs pour les habitants de la commune, la Municipalité de Cernay propose de répondre favorablement à la proposition du Lions Club de Thann de mettre gracieusement trois boîtes à livres à disposition.

Après avoir explicité la nature et les objectifs de l'opération « boîtes à livres » proposée par le Lions Club de Thann, Guillaume Germain précise les futures localisations retenues des trois boîtes à livres qui seront prochainement installées à Cernay.

Puis, répondant à des questions de Sylvie Reiff et de Joaquim Rodrigues, Guillaume Germain donne des indications sur la forme, la contenance et l'assurance des boîtes à livres.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Considérant le rôle social et culturel du partage des livres ;

Approuve à l'unanimité la proposition du Lions Club de Thann de mettre gratuitement à la disposition de la Ville de Cernay trois boîtes à livres ;

Retient comme sites d'implantation le parc à cigognes, le square de l'Abbé Pierre et l'aire de jeux du parc des Rives de la Thur (angle avenue Montaigne) ;

Prend en charge les frais d'assurance des boîtes à livres ainsi mises à disposition ;

Autorise Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition à intervenir.

Approuve à l'unanimité

Monsieur Thierry BILAY regagne la salle.

11 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°11

« Territoire à Energie Positive Croissance Verte » (Pays Thur Doller) - Cofinancement

Un appel à projet a été lancé par le Ministère de l'Environnement au second semestre 2014, appel auquel le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Thur Doller a donné suite.

Le 9 février 2015, Mme Ségolène Royal dévoilait les résultats : le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Pays Thur Doller (comme 211 autres candidats) est nommé Territoire à Energie Positive et à Croissance Verte (TEPCV). Une enveloppe de subvention de 500 000€ jusqu'à 2 millions d'euros maximum est promise aux territoires lauréats.

Le 13 novembre 2015 étaient signées 14 conventions avec les collectivités du pays Thur Doller, répartissant les premiers 500 000€ attribués au territoire.

Début 2016, les services du Ministère de l'Environnement demandaient aux Territoires à Energie Positive pour la Croissance Verte de proposer de nouveau des projets pour une seconde enveloppe pouvant aller jusqu'à 1.5 millions d'euros.

Le 17 décembre 2016, était signées, entre la Ministre de l'Environnement et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Thur Doller, les 28 exemplaires de la convention TEPCV unique (une convention par collectivité du territoire Thur Doller bénéficiant de fonds TEPCV). Cette convention acte la répartition des 2 millions d'euros attribués au territoire Thur Doller au titre de TEPCV.

Chacune des collectivités du pays Thur Doller bénéficiant des fonds TEPCV doit maintenant contresigner les 28 exemplaires de la convention TEPCV unique.

Pour rappel, les principales modalités d'éligibilité des actions étaient les suivantes :

- Les projets ne peuvent être portés que par des maîtres d'ouvrage publics ;
- Les projets ne doivent pas avoir démarré avant la signature des conventions TEPCV ;
- Les projets ne doivent pas faire l'objet de financements publics croisés (par exemple : les projets de productions d'énergies renouvelables soutenus par un tarif de rachat d'électricité ne sont pas éligibles) ;
- Les projets doivent avoir un caractère innovant, global et ambitieux sur les plans écologique et énergétique ;
- Les projets doivent connaître un démarrage effectif avant le 31 décembre 2017 et doivent prendre fin au plus tard avant le 12 novembre 2018.

La ville de Cernay a proposé au pays Thur Doller le projet de rénovation thermique du nouveau presbytère catholique sis 35 rue des Fabriques. En effet, les travaux de restructuration vont contribuer à rendre ce bâtiment plus économe en énergie, d'assurer sa mise en conformité avec la réglementation relative aux Etablissements Recevant du Public (E.R.P.) et l'accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite (P.M.R.).

Par conséquent, il est demandé un cofinancement de 35 000 € au titre du TEPCV pour financer l'action de rénovation énergétique de ce bâtiment.

Parmi les obligations incombant aux collectivités subventionnées par le programme TEPCV figurent les prescriptions suivantes pour notre collectivité :

- suivre et réaliser le bilan des actions mises en œuvre ;
- en termes de communication, apposer obligatoirement le logo « Territoire à énergie positive pour la croissance verte » du ministère de l'Environnement et le logo du PETR du Pays Thur Doller sur tout document et toute réalisation et panneau de chantier portant sur les projets ; inscrire également la phrase suivante sur les documents de communication : « Le Pays Thur Doller a soutenu financièrement ce projet de transition énergétique via les fonds TEPCV » ;
- inviter les représentants de l'Etat et du PETR du Pays Thur Doller, à toute manifestation relative à l'inauguration ou la valorisation de l'action subventionnée.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Sollicite à l'unanimité un cofinancement, à hauteur de 35 000 €, au titre du dispositif Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) dans le cadre des travaux de rénovation énergétique du bâtiment sis 35 rue des Fabriques ;

Autorise Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette demande de cofinancement.

Approuve à l'unanimité

12 – Monsieur Jérôme HAMMALI rapporte le point n°12

Délégation de service public – Chauffage urbain (ENGIE-COFELY) : avenant

Le 12 juin 2012, le Conseil municipal a délégué à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES – COFELY la gestion du service public local de production, transport et distribution d'énergie calorifique pour 18 années (de septembre 2012 à août 2030).

Depuis lors, la convention de délégation de service public, conclue entre la Ville et COFELY, a fait l'objet de trois avenants :

- Avenant n°1

La convention de délégation de service public a été transférée à la société CERNAY ENERGIES ENVIRONNEMENT (CEE) avec effet au 14 septembre 2012.

- Avenant n°2

La date de transfert de la convention de délégation de service public à la société CERNAY ENERGIES ENVIRONNEMENT (CEE) a été modifiée au 1^{er} septembre 2012.

- Avenant n°3

La formule d'indexation du terme R1 GN a été modifiée pour prendre en compte la part des taxes qui s'appliquent sur le gaz naturel et la suppression de l'exonération de la TICGN sur la quantité de gaz utilisée pour le chauffage des logements à usage d'habitation conformément aux évolutions réglementaires issues notamment de la loi de finances pour 2014 en date du 29 décembre 2013 complétée par la circulaire du 17 février 2014 relative aux Modalités de calcul de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) et par la circulaire du 12 mars 2014 relative à la fiscalité énergétique et environnementale.

Le présent avenant n°4 a pour objet de modifier certaines formules d'indexation des termes tarifaires afin d'une part de prendre en compte l'indice bois-énergie dans la formule

d'indexation du R1Bois et d'autre part, procéder au remplacement de certains indices ayant cessés d'être publiés dans la formule d'indexation du R1GN, du R1cogé et du R22cogé comme le prévoit l'article 50 relatif aux clauses de revoyure. Par ailleurs, il a également pour objet de préciser entre les parties la formulation du « cas 13 » de l'article 50 du contrat :

« Les parties s'engagent à réviser le terme R24 en cas de variation de plus de 5 % des puissances souscrites par rapport aux chiffres prévisionnels ayant fondé l'économie de la présente convention (annexe 18) ou aux données constatées depuis la dernière révision. La révision se fera au regard de la nouvelle amplitude de l'assiette de facturation du R24. »

Au titre de l'article 50 de la convention de délégation de service public, une clause de rencontre est prévue entre le délégant et le délégataire afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, et pour s'assurer que la formule d'indexation est bien représentative des coûts réels, la composition des formules de variation pourra être soumise à réexamen et faire l'objet d'un avenant.

Le présent avenant fait suite à ce réexamen notamment pour :

- Tenir compte de la mise en extinction de certains indices (tarifs réglementés gaz STS et B2S) ;
- Introduire un indice « Bois Energie », l'indice CEEB, indice du Centre d'Etudes de l'Economie du Bois, plaquettes forestières, granulométrie grossière, humidité > 40% ;
- Préciser le « cas 13 » de l'article 50 du contrat de délégation de service public.

Concernant le R1GN, le tarif B2S ayant disparu en juillet 2016, la formule d'indexation prévue au contrat ne peut plus s'appliquer. De ce fait, l'avenant propose de substituer l'indexation sur la base du tarif réglementé B2S par une indexation sur la base du tarif réglementé B1. Cette substitution se fera via une formule de raccordement avec égalité des prix au 1^{er} juillet 2016, date de disparition du tarif B2S.

La nouvelle formule proposée est donc la suivante :

$$R1GN = R1GN_0 \times ((0,007 \times ((AB2S_{\text{juillet2016}} / AB2S_0) \times (AB1 / AB1_{\text{juillet2016}})) + 0,5991 \times (HB2S_{\text{juillet2016}} / HB2S_0) \times (B1 / B1_{\text{juillet2016}}) + 0,3766 \times (EB2S_{\text{juillet2016}} / EO) \times (B1 / B1_{\text{juillet2016}})) + 0,0173 \times (T / T_0))$$

Avec :

Indice	Référence	Indice de base	Date de valeur	Valeur
AB2S	Abonnement B2S	AB2S ₀	1 ^{er} septembre 2011	946,32
AB2S	Abonnement B2S	AB2S _{juillet2016}	1 ^{er} juillet 2016	1357,08
AB1	Abonnement du Tarif réglementé B1	AB1 _{juillet2016}	1 ^{er} juillet 2016	189,84

HB2S	Prix du MWh hiver B2S niveau 2	HB2S ₀	1 ^{er} septembre 2011	45,86
HB2S	Prix du MWh hiver B2S niveau 2	HB2S _{juillet 2016}	1 ^{er} juillet 2016	17,90
EB2S	Prix du MWh hiver B2S niveau 2	EB2S ₀	1 ^{er} septembre 2011	31,23
EB2S	Prix du MWh hiver B2S niveau 2	EB2S _{0juillet 2016}	1 ^{er} juillet 2016	35,72
B1	Tarif réglementé B1 – Niveaux de Prix 2 des consommations du MWh	B1 _{juillet 2016}	1 ^{er} juillet 2016	34,40
T	Somme des taxes proportionnelles TICGN +CTSSG + CSPG exprimées en € HT / MWh PCS	To	1 ^{er} septembre 2011	0,6876

Concernant le R1_{Bois}, conformément au « cas 20 » (clause de rencontre) de l'article 50 du contrat (si un ou plusieurs de indices cessaient d'être publiés, ou pour étudier l'introduction d'un indice « Bois-Énergie ») : il est proposé d'intégrer un indice bois Energie en remplacement de l'indice actuel d'actualisation du prix (A38CC) qui ne reflète pas les coûts réels d'achat du Bois alimentant la chaufferie de Cernay.

La nouvelle formule proposée est donc la suivante :

$$R1_{\text{bois}} = R1_{\text{bois}_0} \times (0,10 + 0,30 \cdot \text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0 + 0,35 \text{IT} / \text{IT}_0 + 0,25 \text{CEEB} / \text{CEEB}_0)$$

Avec :

Indice	Référence	Indice de base	Date de valeur	Valeur
R1bois ₀	Valeur du R1bois	R1bois	1er janvier 2017	30,276340
ICHT-IME ₀	Indice ICHT-IME - Coût horaire du travail – Industrie mécanique et électrique tel que publié au « Moniteur des travaux Publics »	ICHT-IME	1er janvier 2017	120,80
IT	Indice Transport Régional camions 40 tonnes (www.cnr.fr)	IT	1er janvier 2017	129,5600
CEEB	CEEB - Produits élaborés - plaquette forestière - granulométrie grossière, humidité > 40 % publié trimestriellement par le CEEB.	CEEB	1er janvier 2017	114,40

Concernant le R1_{cogé} et le R22_{cogé} :

Dans l'avenant présenté, le R22_{cogé} évoluera donc sur la base de l'indice L du contrat C13R d'obligation d'achat d'EDF.

La composition de la formule d'indexation du R1cogé a été modifiée pour changement d'indices et pour également tenir compte du contrat d'obligation EDF C13 suivant les principes décrits ci-après.

La cogénération par moteur à gaz présente dans la chaufferie du réseau de chaleur de Cernay est une installation servant à produire concomitamment de l'électricité revendue à EDF et de la chaleur à destination des abonnés du réseau. Le contrat d'obligation d'achat C13R passé avec EDF rémunère la production d'électricité (part variable) et les charges fixes de la cogénération (part fixe). Cette rémunération permet de produire la chaleur à moindre coût pour les abonnés.

Toutefois, cette installation est actuellement à l'arrêt en mode dispatchable (c'est-à-dire mise à la disposition du réseau électrique sur appel d'EDF) car elle consomme du gaz naturel non renouvelable. La priorité de production est donnée à la chaudière biomasse construite car elle permet de privilégier une énergie renouvelable et à ce titre de faire également bénéficier à l'ensemble des abonnés de l'application du taux de TVA réduit et d'une aide au financement des installations de production et le développement du réseau par l'ADEME.

Le tarif du réseau de chaleur est un tarif binomial comportant une part variable (R1 en €/HT/MWh de chaleur consommée) et une part fixe (R2 en €/HT/kW de puissance souscrite).

La part variable R1 est dépendante des différents coûts de production des générateurs utilisés en chaufferie ($R1_{\text{bois}}$, $R1_{\text{cogé}}$, $R1_{\text{gaz}}$), dont les taux d'engagement respectifs sont fixés contractuellement avec le délégataire. La cogénération ne produisant pas de chaleur en dehors de quelques jours d'appels EDF en hiver, son taux d'engagement et donc son influence sur la variation du tarif R1 est très faible. Elle a été fixée à 2% dans la formule d'indexation du tarif R1, contre 80% pour la chaudière bois. Le tarif $R1_{\text{cogé}}$ est déterminé et doit varier en fonction des charges et les recettes qui caractérisent la production variable de la cogénération comme suit :

Charges	Recettes C13R	Indice reflétant la variation
Achats de gaz	Rgaz = recette compensant en partie les dépenses de gaz de la cogénération	Indice B1 gaz
Taxe TICGN sur le gaz naturel	RTICGN = recette compensant la TICGN payée sur le gaz	Taux officiel de la TICGN
Conduite maintenance proportionnelle		Indices salaires ICHTIME et pièces FSD1 de l'INSEE
	Rp = recette proportionnelle à la puissance électrique garantie Rappro = recette pour compenser les charges d'acheminement gaz Ep = Recette liée à l'efficacité énergétique de la cogénération	Indice L du tarif C13R

La formule de variation du $R1_{\text{cogé}}$ proposée, basée sur les charges et recettes précédentes est donc la suivante :

$$R1_{\text{cogé}} = R1_{\text{Cogé0}} \times \left(-0,40 \times \left(0,75 \times \frac{ICHTIME}{ICHTIME0} + 0,25 \times \frac{FSD1}{FSD10} \right) - 0,43 \left(0,76 \times \frac{B1}{B10} + 0,24 \times \frac{TICGN}{TICGN0} \right) + 1,83 \times \frac{L}{L0} \right)$$

Avec :

$$L = 0,2 + 0,6 \times \frac{ICHT_{\text{rev}} - TS - IME}{ICHTTS1_0} + 0,2 \times \frac{IA}{IA_0}$$

Et :

$$IA = \left(0,65 \times \frac{FM0ABE0000}{PPEI_{0704}} + 0,35 \times \frac{TCH}{TCH_{0704}} \right) \times P_{sda0704}$$

Indice	Référence	Indice de base	Date de valeur	Valeur
R1 cogé	Valeur du R1 cogé	R1 Cogé0	1er janvier 2017	53,004100
ICHT-IME	Indice ICHT-IME - Coût horaire du travail – Industrie mécanique et électrique tel que publié au « Moniteur des travaux Publics »	ICHT-IME ₀	1er janvier 2017	117,7
FSD1	Indice Frais et Services Divers – modèle de référence n°1	FSD1 ₀	1er janvier 2017	125,6000
B1	Tarif réglementé B1 – Niveaux de Prix 2 des consommations du MWh	B1 ₀	1er janvier 2017	38,40
TICGN	Valeur des taxes intérieures sur les consommations de gaz naturel (Ticgn + Tifp), valeur date d'indexation	TICGN ₀	1er janvier 2017	5,88
L	valeur du coefficient L calculée du tarif C13R	L ₀	1er janvier 2017	1,03694
ICHTrev-TS-IME	dernière valeur définitive connue au 1 ^{er} novembre de chaque année de l'indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés) dans les industries mécaniques et électriques	ICHTrev-TS-IME	1 ^{er} novembre 2016	117,7
ICHTrev-TS-IME	Valeur connue au 1 ^{er} janvier de l'année de la demande de l'indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés) dans les industries mécaniques et électriques	ICHTrev-TS-IME	1 ^{er} janvier 2012	110,4
TCH INSEE n°176387 61	dernière valeur définitive connue au 1er novembre de chaque année de l'indice des services de transport, communications et hôtellerie, cafés, restauration ;	TCH	1 ^{er} novembre 2016	99,83
TCH INSEE n°176387 61	dernière valeur définitive connue au 1er janvier de l'année de la demande de l'indice des services de transport, communications et hôtellerie, cafés, restauration ; raccordé au TCH de 2015 avec coefficient de "/1,329"	TCH	1 ^{er} janvier 2012	100,07

FM0ABE0000 INSEE n°1652106	dernière valeur définitive connue au 1er novembre de chaque année de l'indice des prix à la production de l'industrie française pour la série « marché français – ensemble de l'industrie – A10 BE – prix départ usine » ;	FM0ABE0000	1 ^{er} novembre 2016	104,6
FM0ABE0000 INSEE n°1652106	dernière valeur définitive connue au 1er janvier de l'année de la demande de l'indice des prix à la production de l'industrie française pour la série « marché français – ensemble de l'industrie – A10 BE – prix départ usine » ;	FM0ABE0000	1 ^{er} janvier 2012	106,7
TCH0704	Valeur définitive de l'indice des services de transport, communications et hôtellerie, cafés, restauration pour le mois de juillet 2004, après division par le coefficient adéquat	TCH0704	1 ^{er} septembre 2013	112,3
PPEI0704	Valeur définitive de l'indice PPEI pour le mois de juillet 2004, après division par les valeurs des coefficients de raccordement adéquats	PPEI0704	1 ^{er} septembre 2013	89,6
PsdA0704	Valeur de l'indice des produits et services divers A pour le mois de juillet 2004	PsdA0704	Juillet 2004	115,5
PsdAo	dernière valeur connue au 31 août 2001	PsdAo	31 Août 2001	112,2
ICHTTS10	dernière valeur de l'indice ICHTTS1 connue au 31 août 2001, après division par la valeur du coefficient de raccordement adéquat	ICHTTS10	1 ^{er} septembre 2013	79,2
IA	Dernière valeur de IA calculée	IA0	1 ^{er} janvier 2017	135,4

La part fixe R2 du réseau est dépendante des coûts fixes des différents moyens de production et de distribution de la chaleur (salaires, pièces, sous-traitance, amortissements, abonnements, etc.). Pour ce qui est de la cogénération, son bilan en termes de charges et recettes fixes la rend excédentaire : la prime fixe versée par EDF couvre les charges d'abonnement gaz, d'entretien-maintenances et l'amortissement des installations. De ce fait, une composante tarifaire négative R2_{cogé} a été mise en place pour diminuer le tarif global R2 des abonnés. Cette composante tarifaire est déterminée et doit varier en fonction des charges et recettes fixes de la cogénération, à savoir la recette fixe EDF, comme suit :

Charges	Recettes C13R	Indice reflétant la variation
	PF = Prime Fixe EDF	Indice L du tarif C13R

La formule de variation du R2_{cogé} proposée, basée sur les charges et recettes précédentes est donc la suivante:

$$R22_{cogé} = R22_{cogé0} \times \frac{L}{L0}$$

Avec :

$$L = 0,2 + 0,6 \times \frac{ICHTrev - TS - IME}{ICHTTS1_0} + 0,2 \times \frac{IA}{IA_0}$$

Et :

$$IA = \left(0,65 \times \frac{FM0ABE0000}{PPEI_{0704}} + 0,35 \times \frac{TCH}{TCH_{0704}} \right) \times PsdA_{0704}$$

Indice	Référence	Indice de base	Date de valeur	Valeur
R22 Cogé	Valeur du R22 cogé	R22 Cogé0	1 ^{er} janvier 2017	-32,41
L	Valeur L du tarif C13R calculée	L ₀	1 ^{er} janvier 2017	1,03694
ICTrev-TS-IME	dernière valeur définitive connue au 1 ^{er} novembre de chaque année de l'indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés) dans les industries mécaniques et électriques	ICTrev-TS-IME	1 ^{er} novembre 2016	117,7
ICTrev-TS-IME	Valeur connue au 1 ^{er} janvier de l'année de la demande de l'indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés) dans les industries mécaniques et électriques	ICTrev-TS-IME	1 ^{er} janvier 2012	110,4
TCH INSEE n°1763876 1	dernière valeur définitive connue au 1 ^{er} novembre de chaque année de l'indice des services de transport, communications et hôtellerie, cafés, restauration ;	TCH	1 ^{er} novembre 2016	99,83
TCH INSEE n°1763876 1	dernière valeur définitive connue au 1 ^{er} janvier de l'année de la demande de l'indice des services de transport, communications et hôtellerie, cafés, restauration ; raccordé au TCH de 2015 avec coefficient de "/1,329"	TCH	1 ^{er} janvier 2012	100,07
FM0ABE0000 INSEE n°1652106	dernière valeur définitive connue au 1 ^{er} novembre de chaque année de l'indice des prix à la production de l'industrie française pour la série « marché français – ensemble de l'industrie – A10 BE – prix départ usine » ;	FM0ABE0000	1 ^{er} novembre 2016	104,6
FM0ABE0000 INSEE n°1652106	dernière valeur définitive connue au 1 ^{er} janvier de l'année de la demande de l'indice des prix à la production de l'industrie française pour la série « marché français – ensemble de l'industrie – A10 BE – prix départ usine » ;	FM0ABE0000	1 ^{er} janvier 2012	106,7
TCH0704	Valeur définitive de l'indice des services de transport, communications et hôtellerie, cafés, restauration pour le mois de juillet 2004, après division par le coefficient adéquat	TCH0704	1 ^{er} septembre 2013	112,3
PPEI0704	Valeur définitive de l'indice PPEI pour le mois de juillet 2004, après division par les valeurs des coefficients de raccordement adéquats	PPEI0704	1 ^{er} septembre 2013	89,6
PsdA0704	Valeur de l'indice des produits et services divers A pour le mois de juillet 2004	PsdA0704	Juillet 2004	115,5
PsdAo	dernière valeur connue au 31 août 2001	PsdAo	31 Août 2001	112,2
ICHTTS1o	dernière valeur de l'indice ICHTTS1 connue au 31 août 2001, après division par la valeur du coefficient de raccordement adéquat	ICHTTS1o	1 ^{er} septembre 2013	79,2
IA	Dernière valeur de IA calculée	IA ₀	1 ^{er} janvier 2017	135,4

N.B. : Les amortissements de la cogénération étant facturés dans le cadre du tarif R24 spécifique aux investissements, ils n'entrent pas dans la composition du tarif R22_{cogé} en tant que charge.

Par ailleurs, pour éviter toute difficulté d'interprétation, il est proposé de modifier le « cas 13 » de l'article 50 de la convention de délégation de service public comme suit :

« -13) Les parties s'engagent à réviser le terme R24 dans le cas où une évolution de 5 % des puissances souscrites, non seulement à la hausse (+ 5 %) mais également à la baisse (- 5 %), est actée, sous réserve que la variation soit observée uniquement entre la puissance souscrite totale des abonnés de base réelle par rapport à la puissance souscrite prévisionnelle totale des abonnés de base du contrat. Le recalcul du R24 se fera en prenant en compte la nouvelle assiette (réelle) des abonnés de base et celle prévisionnelle des "nouveaux abonnés" du contrat. »

Jacques Muller aimerait connaître l'impact financier de cet avenant.

Prenant l'exemple de l'Espace Grün, Jérôme Hammali indique que l'augmentation totale pour douze mois sera d'un peu plus de 12 euros.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1411-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil municipal, en date du 12 juin 2012, déléguant à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES – COFELY la gestion du service public local de production, transport et distribution d'énergie calorifique ;

Vu la délibération du Conseil municipal, en date du 25 mars 2013, approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public liant la Ville de Cernay à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES – COFELY.

Vu la délibération du Conseil municipal, en date du 30 septembre 2013, approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public liant la Ville de Cernay à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES – COFELY.

Vu la délibération du Conseil municipal, en date du 10 avril 2015, approuvant l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public liant la Ville de Cernay à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES – COFELY.

Approuve à l'unanimité l'avenant n°4 ci-annexé ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à signer l'avenant n°4.

Approuve à l'unanimité

13 – Monsieur Michel FLIEG rapporte le point n°13 **Système d'alerte et d'information des populations (sirène) –** **Convention Ville/Etat**

Le « Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale » de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat, mais aussi des communes, d'un "réseau d'alerte performant et résistant", en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat, constitué de 3 900 sirènes, prévu surtout pour une attaque aérienne.

Les services de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le « système d'alerte et d'information des populations » (SAIP). Il repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont des sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Les préfetures ont été sollicitées en 2010, à la fois pour effectuer un recensement national des sirènes, et pour déterminer leurs besoins complémentaires en moyens d'alerte au vu du parc recensé, de la couverture optimale des bassins de risques dans le département et des éléments de méthodologie qui leur ont été fournis. Le dénombrement et la caractérisation du parc des moyens d'alerte ont permis aux acteurs de l'alerte et de l'information des populations de disposer de la cartographie la plus exhaustive et la plus fiable possible des moyens existants.

La sirène de CERNAY, implantée dans une de ces zones d'alerte de priorité 1, a vocation à être raccordée au SAIP lors de la première vague de déploiement en cours.

Par conséquent, il appartient au Conseil municipal d'autoriser, par une convention avec l'Etat, le raccordement de la sirène étatique existante au système national d'alerte et d'information des populations et de fixer les obligations réciproques dans le cadre de ce raccordement, mais également l'entretien ultérieur du système, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le « Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale » de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale ;

Considérant que les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP) ;

Considérant qu'un principe de cotation nationale des zones d'alerte a été élaboré par la DGSCGC et appliqué par les préfetures, avec une coordination de l'application des critères assurée par les états-majors interministériels de zone, pour déterminer des zones d'alerte prioritaires ;

Considérant que la sirène, objet de la convention, implantée dans une de ces zones d'alerte de priorité 1, a vocation à être raccordée au SAIP lors de la première vague de déploiement en cours ;

Prend acte de ce nouveau dispositif ;

Approuve à l'unanimité les termes de la convention ci-annexée ;

Autorise Monsieur le Député-Maire à signer tout document relatif à ce dispositif, notamment la convention, et d'en faire appliquer les termes.

Approuve à l'unanimité

14 – Madame Anita BURGER rapporte le point n°14

Monde associatif

14.1 - Subventions aux associations

Dans le cadre de son soutien aux activités des associations, la Ville de Cernay propose d'allouer à ces dernières les subventions suivantes (ces sommes sont prévues au Budget Primitif).

A – Subventions aux associations

<u>ASSOCIATIONS</u>	Montant de l'avance	Proposition Subvention 2017	Reste à payer
CENTRE SOCIO CULTUREL AGORA	100 000	160 000	60 000
FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE CERNAY	38 000	44 650	6 650
ASSOCIATION DES COMMERCANTS-LES VITRINES DE CERNAY.COM	0	6 000	6 000
AMICALE DES MINEURS DE CERNAY ET ENVIRONS	0	102	102
AMICALE ANCIENS MARINS DE Cernay Thur et Doller	0	155	155
AMICALE DES OR/SOR	120	400	280

SNEMM 1272E SECTION THANN - MEDAILLES MILITAIRES	0	100	100
SOUVENIR Français	0	285	285
UNC Section Cernay	190	625	435
ALLIANCE FRANCAISE	0	100	100
ASSOCIATION MUSICALE ANIMATION DE CERNAY	290	970	680
ASSOCIATION ARTS ET SONS	0	1000	1000
AMIS DU HARTMANNSWILLERKOPF	0	200	200
ASSOC. LES AMIS DE LA MEDIATHEQUE	0	100	100
AMIS DE L'ORGUE DE CERNAY	0	250	250
ATOUT CHŒURS	0	200	200
ASSOCIATION ARCADIA	230	783	553
ASSOC. ORPHEON	100	326	226
JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE THANN-CERNAY	0	100	100
MUSIQUE MUNICIPALE DE CERNAY	720	2 377	1657
MUSIQUE MUNICIPALE-CONTRAT D'OBJECTIF	0	8 500	8500
SOCIETE D'HISTOIRE DE CERNAY	0	260	260
STETSONS	0	250	250
AMICALE THEATRE ALSACIEN CERNAY	270	890	620
UNIVERSITE POPULAIRE	0	200	200
AERO-CLUB DE L'OCHSENFELD	0	150	150
ASSOC. APACE	0	115	115
ASSOC. PARENTS D'ELEVES FRANCO-PORTUGAIS	140	485	345
JARDINS FAMILIAUX DE CERNAY	0	267	267
CERCLE D'ECHECS DE CERNAY	120	412	292
CLUB VOSGIEN Section de Cernay	150	512	362
ASSOC. FITNESS	0	151	151
SOC. DES ARBORICULTEURS DE CERNAY	100	344	244
SOCIETE DES AVICULTEURS	100	345	245
ASSOC. DE PECHE et de PISCICULTURE de Cernay	0	185	185
TRAINING CLUB CANIN DE CERNAY	130	447	317
TAKO 68	0	265	265
VOLLEY LOISIR CERNAY	0	118	118
ASSOCIATION ATHLETISME Cernay et Environs	370	1 300	930
ASSOC. DES TIREURS BALL - TRAP	760	2 540	1780
BASKET CLUB DE CERNAY	150	508	358
BICROSS CLUB Cernay et Environs	200	700	500
BOXE OLYMPIQUE CERNAY	150	510	360
CERNAY WATTWILLER HANDBALL	8 700	28954	20254
ASSOC. CLUB DE PLONGEE DE CERNAY	850	2 852	2002
CYCLO CLUB	110	400	290
ENTENTE SPORTIVE BADMINTON	0	500	500
JUDO CLUB	0	300	300
ASSOC. CERCLE FAMILIAL SECTION QUILLES	220	740	520
MOTO CLUB	0	155	155
PETANQUE CLUB LES CIGOGNES	100	325	225
SKI CLUB CERNAY	260	870	610

SOCIETE DE GYMNASTIQUE LE " PROGRES "	580	1 940	1360
SOCIETE HIPPIQUE DE LA THUR	2 400	7845	5445
SRC CERNAY GYM KARATE	260	870	610
SECTION DE MARCHE DE CERNAY	120	430	310
SRC NATATION	2 700	9 100	6400
TENNIS.C.I.C.	450	1 480	1030
A.S. DES TILLEULS EPS	0	136	136
TOTAL GENERAL	159 040	295 074	136 034

B - Subventions affectées à un objet précis

Associations	Objet	Montants (€)
Centre Socio-Culturel AGORA	Aide à l'emploi	36 750
Centre Socio-Culturel AGORA	Animations vacances	7 250
Société Hippique de la Thur	Aide à l'emploi	6 662
Fédération des Associations de Cernay	Aide à l'emploi	4 750
Fédération des Associations de Cernay	Animations vacances	10 948
Société de Gymnastique "Le Progrès"	Aide à l'emploi	2 750
Société d'Histoire	Aide à l'emploi	1 000
Ecole Alsacienne Chiens-Guides Aveugles	Aide à l'emploi	3 331
Cernay Wattwiller Handball	Aide à l'emploi	3 331
SRC Natation	Aide à l'emploi	5 320
Université de Haute Alsace	Subvention de fonctionnement	350
TOTAL		82 442,00

C - Subventions exceptionnelles

Il est rappelé que le versement s'effectuera de manière forfaitaire pour toutes les subventions inférieures ou égales à 1 000 euros.

Pour les subventions supérieures à 1000 euros, un premier versement de 50% sera effectué sur simple demande au début de l'opération, le solde sur présentation des pièces justificatives et du bilan financier de l'opération, sauf convention particulière.

Associations	Objet	B.P. (€)	Montants (€)	% de Sub.
Fédération des Associations de Cernay	Carnaval	27 925,00	10 000	36
Fédération des Associations de Cernay	Subvention Animations	950,00	950	100
Alliance Française	Salon du Bouquin	2 550,00	900	35
Union des Eglises Protestantes	Pastorale Générale	7 250,00	1500	21
Boxe Olympique Cernay	Gala de Boxe	19 700,00	2000	10
APAEI Saint-André	Fonctionnement	500,00	500	100
Fondation du Patrimoine	Adhésion 2017	600,00	600	100
C.S.C. AGORA	Achat Minibus	22 000,00	6000	27
Croix Blanche	Fonctionnement	200,00	200	100
Amicale des Anciens des SRC Handball	Marché aux céramistes	1 182,60	998	84

Société de Pêche	Installations de Toilettes	400,20	400	100
F.A.C. L'Alsacienne	L'Alsacienne Cyclo sportive	4 000,00	2 500	63
TOTAL		87 257,80	26 548	30

D – Jeunes licenciés

SOCIETES	NOMBRE SAISON 2015/2016	MONTANTS ATTRIBUES EN 2017 (en €)
BASKET CLUB CERNAY	12	200
BOXE OLYMPIQUE	80	390
BICROSS CLUB CERNAY	104	525
SOCIETE HIPPIQUE DE LA THUR	323	1 425
FOOTBALL JEUNES CERNAY	112	570
SOCIETE DE GYMNASTIQUE LE " PROGRES "	183	865
CERNAY WATTWILLER HANDBALL	137	660
CERNAY JUDO	49	250
SRC CERNAY GYM KARATE	57	300
SRC NATATION	170	785
ASSOC. CLUB DE PLONGEE DE CERNAY	12	200
TENNIS.C.I.C.	74	390
BALL TRAP	25	200
T O T A L	1 338,00	6 760,00

Ces montants sont prévus au Budget Primitif 2017.

Joaquim Rodrigues estime que le montant de la subvention attribuée à la Société d'histoire est modeste, et, qu'en conséquence, elle mériterait d'être révisée à la hausse.

Michel Sordi et Catherine Oswald invitent Joaquim Rodrigues à dépasser la seule approche en termes de subvention en prenant également en compte l'ensemble des dépenses du musée et de la Société d'histoire, quasiment toutes prises en charge par la ville (chauffage, électricité, téléphone, système de surveillance etc.), sans compter le contrat aidé également financé par la commune. Par ailleurs, ils soulignent la réflexion engagée à l'échelle intercommunale, notamment en matière de mutualisation des musées du territoire.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les propositions de subventions ci-dessus ;

Vote à l'unanimité ces subventions ;

Approuve les modalités de versement de ces subventions.

Approuve à l'unanimité

14.2 - Convention d'objectifs et de moyens (Ville/SHT)

La Société hippique de la Thur (S.H.T.) a été créée en 1965. Elle est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 fondant le droit d'association.

Son but est de promouvoir l'équitation, de contribuer à faire découvrir le sport équestre, de former des cavaliers, d'organiser des compétitions et toutes manifestations sportives dans l'ensemble des domaines permettant l'épanouissement de l'individu. Ce faisant, cette association contribue également à la promotion et au rayonnement de la commune.

La Ville de Cernay envisage de formaliser une convention avec la Société hippique de la Thur afin de définir des objectifs partagés, y compris des missions d'intérêt général, et les moyens mis à disposition par la commune.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 modifiant la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Approuve à l'unanimité la convention d'objectifs et de moyens avec la Société hippique de la Thur (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer ladite convention.

Approuve à l'unanimité

15 – Monsieur Alain BOHRER rapporte le point n°15**Futur centre de secours Cernay/Wittelsheim (SDIS) – Aménagement routier (RD2) : participation financière**

Le projet d'aménagement d'un carrefour pour accéder au futur centre de secours de Cernay-Wittelsheim, depuis la route départementale (RD 2), est inscrit au « Contrat de Territoire de Vie Thur Doller » (2014-2019) du Conseil départemental.

La réalisation de cette opération permettra d'augmenter la lisibilité de ce nouveau carrefour d'accès, de réduire les vitesses et d'offrir une zone protégée aux automobilistes qui souhaitent tourner à gauche.

Situé sur le domaine public départemental, la maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Conseil départemental du Haut-Rhin.

L'aménagement projeté, au moyen de l'élargissement de la plateforme routière actuelle, consiste à réaliser un carrefour en forme de « T » avec un tourne à gauche. Sa mise en service est envisagée au cours du dernier trimestre 2017.

Le coût prévisionnel de l'opération, estimé à 240 000 € TTC (200 000 € HT), serait partagé de la manière suivante :

- Conseil départemental : 30 %
- SDIS : 20 %
- Ville de Wittelsheim : 25 %
- Ville de Cernay : 25 %

L'aménagement routier envisagé par le Conseil départemental interroge Joaquim Rodrigues, il lui aurait préféré un feu tricolore doublé d'une limitation de la vitesse à 50 kilomètres par heure.

Alain Bohrer précise que, s'agissant d'une route départementale, toutes les hypothèses ont été étudiées par le Conseil départemental en lien avec le SDIS, y compris celle d'un feu tricolore. Toutefois, il rappelle que le Conseil municipal, dans le cadre de cette délibération, n'est pas saisi au titre de l'aménagement routier pour lequel il n'est pas compétent, mais pour son cofinancement.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le projet de futur centre de secours Cernay-Wittelsheim du SDIS ;

Vu le projet de carrefour envisagé par le Conseil départemental afin de permettre l'accès au futur centre de secours ;

Attribue à l'unanimité au Conseil départemental un concours financier de 50 000 € au titre de l'aménagement du carrefour d'accès, sur la route départementale (RD 2), au futur centre de secours Cernay-Wittelsheim ;

Approuve les modalités de versement de cette participation : 60 % à la notification du marché de travaux et le solde sur la base du bilan financier de l'opération certifié par le Payeur Départemental ;

Autorise Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à ce dossier, notamment la « convention portant offres de concours financiers » et son annexe ci-jointes.

Approuve à l'unanimité

16 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°16

Centre de secours des sapeurs-pompiers (SDIS) - Acquisition et mise à disposition

Dans le cadre de la mise en œuvre de la départementalisation des services d'incendie et de secours dans le Haut-Rhin, la Ville de Cernay a, par acte du 23 janvier 2001 cédé en pleine propriété au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Haut-Rhin (SDIS) l'ensemble immobilier constituant la caserne de sapeurs-pompiers.

Depuis lors, l'évolution de l'activité opérationnelle sur le bassin de population du secteur et celle de la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires ont conduit le SDIS à regrouper les deux centres de secours de Cernay et Wittelsheim en un centre d'incendie et de secours unique, dont le siège se situera dans une nouvelle caserne construite à la limite des deux bans communaux, sur le ban de Wittelsheim (RD 2 bis).

Cette décision a été entérinée par le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) adopté en 2009 et révisé en 2013.

En conséquence, Il s'avère que le SDIS n'a plus l'utilité de maintenir la caserne actuelle de Cernay et a proposé à la commune de la lui rétrocéder.

Par lettre du 29 juin 2016, la Ville de Cernay a réservé une suite favorable à cette proposition, moyennant un prix de 305 000 €, soit le montant dont s'est acquitté le SDIS en 2001 pour acquérir cette caserne.

La vente portera sur les immeubles suivants :

- Section 16 n° 119/2 26 ares 42
- Section 16 n° 121/1 12 ares 24

Parallèlement, une convention sera signée entre la Ville et le SDIS pour garantir la mise à disposition à titre gratuit (hors charges) de l'actuelle caserne, jusqu'à la mise en service du nouveau centre de secours de Cernay-Wittelsheim prévue fin 2018.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'acte de vente de la caserne, par la Ville de Cernay au SDIS, du 23 janvier 2001 ;

Vu la lettre de la Ville de Cernay du 29 juin 2016 précisant les conditions d'acceptation de la proposition de rétrocession, par le SDIS, de la caserne ;

Vu l'avis de la Direction générale des finances publiques du Haut-Rhin (service France
Domaine) ;

Approuve à l'unanimité l'acquisition des biens immobiliers désignés ci-dessus moyennant le prix indiqué ;

Approuve la mise à disposition de la caserne au SDIS à titre gracieux (hors charges, impôts et taxes), jusqu'au 31 décembre 2018 au plus tard, conformément à la convention ci-annexée ;

Charge Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir, la convention de mise à disposition, ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Approuve à l'unanimité

17 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°17

Office National des Forêts – Approbation de l'état d'assiette des coupes de bois 2018

L'Office National des Forêts (O.N.F.) établit annuellement pour toutes les forêts relevant du régime forestier un « état d'assiette des coupes ».

Ce dernier permet de prévoir, en application de l'aménagement forestier, d'une part les parcelles forestières à marteler dans les groupes d'amélioration et d'autre part, les surfaces à régénérer et les volumes prévisionnels dans les groupes de régénération.

Des modifications de ce programme peuvent cependant être envisagées (annulation, ajournement ou anticipation) compte tenu de l'état du peuplement, ou encore à la demande du propriétaire. Ces modifications sont régies par le Code forestier.

L'article 12 de la « charte de la forêt communale », cosignée par l'ONF et les représentants des communes forestières, spécifie que les propositions d'état d'assiette doivent être approuvées par délibération du Conseil municipal.

La proposition d'état d'assiette des coupes à marteler pour l'année 2018 est la suivante :

Forêts et séries	Groupe	Unité de gestion	Surf. UG	Surf. parc. (ha)	Numéro état d'assiette
CERNAY U	amélioration	10 a	9.02	9.02	3622
CERNAY U	irrégulier	41 i	7.45	7.45	3626
CERNAY U	régénération	50 r	1.84	1.84	3628
CERNAY U	amélioration	2 a	6.40	6.40	3621
CERNAY U	Taillis sous futaie	25 f	12.93	2.00	3625
CERNAY U	amélioration	48 a	6.71	6.71	3627
CERNAY U	amélioration	19 a	4.15	4.15	3624
CERNAY U	amélioration	18 a	5.36	5.36	3623
CERNAY U	régénération	52	12.48	12.48	3629

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le programme d'aménagement forestier 2012 – 2031 approuvé par arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Alsace du 7 mars 2012 ;

Vu la proposition de l'Office National des Forêts (ONF) du 30 janvier 2017 ;

Approuve à l'unanimité la proposition d'état d'assiette des coupes 2018 susdite ;

Charge Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, de signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Approuve à l'unanimité

18 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°18

Domaine communal

18.1 – Mainlevée d’une restriction au droit de disposer (ancien magasin ALDI)

Par acte reçu par Maître PERIGAULT, notaire à Cernay, le 18 décembre 1974, la Ville de Cernay a vendu une parcelle située dans le « secteur sud-ouest » du ban communal.

Une restriction au droit de disposer pour garantir à la Ville de CERNAY le respect de toutes les conditions et réserves contenues au règlement portant programme général d’aménagement du Sud-Ouest avait été inscrite au livre foncier.

Sur ce terrain avait été érigé le bâtiment ayant hébergé l’ancien magasin ALDI, au 1 rue de la Charité.

Le propriétaire actuel, la société IMMALDI et COMPAGNIE souhaite à présent procéder à la vente de ce bien.

Aussi, pour permettre aux notaires chargés de l’établissement de l’acte, Maître LOMBARDI, notaire à METZ, et Maître Stéphanie MEYER-ADANIR, notaire à Mulhouse de procéder à sa radiation au livre foncier, il y a lieu de procéder à la mainlevée de cette inscription sur la parcelle suivante :

- Section 74 n° 364/29, d’une superficie de 26 ares 69.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l’acte notarié du 18 décembre 1974 ;

Vu la demande de Maître LOMBARDI ;

Approuve à l’unanimité la mainlevée de cette inscription ;

Charge Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, de signer l’acte à intervenir, ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Approuve à l’unanimité

18.2 – Acquisition d’une parcelle rue des Vignes

Le 21 décembre dernier, la Ville de Cernay a été destinataire d’une proposition de cession d’un bien immobilier émanant de l’Association Française des Œuvres Pontificales Missionnaires : une parcelle située rue des Vignes, en zone NCa (zone agricole et non constructible), cadastrée section 41 n° 17, lieu-dit rue des Vignes, 8 ares 66.

Le prix proposé, 1 000 €, n’a fait l’objet d’aucune observation de la Direction générale des finances publiques du Haut-Rhin (service France Domaine).

L'acquisition de ce bien immobilier peut donc être engagée.

La rédaction de l'acte sera confiée à Maître SIFFERT-KLUSKA, notaire à Cernay, tous les frais en résultant seront à la charge de la Ville.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la proposition de cession susmentionnée ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 28 février 2017 ;

Approuve à l'unanimité l'acquisition de la parcelle en question aux conditions indiquées ;

Charge Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir, ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Approuve à l'unanimité

18.3 – Dénomination d'une nouvelle voie (Z.A.C. des « Rives de la Thur »)

Par une délibération en date du 8 juillet 2002, le Conseil municipal a procédé à la dénomination des voiries de la Z.A.C. des « Rives de la Thur » à Cernay.

Suite à la modification des parcelles situées rue des Tulipes, il convient de dénommer la nouvelle rue ainsi créée.

Dans ce quartier, la majorité des noms de rue se réfère à des fleurs (Tulipes, Violettes, Muguet etc.), il est donc proposé, dans un souci de cohérence, de nommer cette rue : « rue des Orchidées ».

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment article L.2122-21 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 8 juillet 2002 ;

Dénomme à l'unanimité la voie créée à proximité de la rue des Tulipes, dans la Z.A.C. des « Rives de la Thur », « rue des Orchidées » ;

Charge Monsieur le Député-Maire, ou son représentant, de signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Approuve à l'unanimité

19 – Monsieur le Député-Maire rapporte le point n°19

Ressources humaines

19.1 - Participation de la protection sociale complémentaire des agents

L'article 70 de la loi du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale a introduit dans la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale, un article 88-1 qui pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et de leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents.

Le décret n° 2011-1474 du 10 novembre 2011 permet aux employeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents (fonctionnaires et non titulaires). La participation est facultative et constitue une aide à la personne, sous forme d'un montant unitaire par agent, et vient en déduction de la cotisation due par l'agent. Le montant versé peut être modulé par la collectivité selon le revenu et la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social.

Par délibération du 30 novembre 2012, le Conseil municipal a décidé de contribuer aux contrats de leurs agents actifs sur tous les contrats qui auront été labellisés par des organismes agréés selon leur catégorie de rémunération et leur composition familiale.

La liste des contrats labellisés est publiée par le Ministère de l'Intérieur (Direction générale des collectivités locales).

La participation, indexée sur le plafond de la sécurité sociale, se décompose ainsi au 1^{er} janvier 2017 :

PREVOYANCE :

Participation de l'employeur pour un contrat labellisé : 10,59 € par mois

SANTE :

Participation employeur mensuelle	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
agent seul	10,59 €	15,88 €	21,19 €
agent seul + enfant(s) Ou couple	15,88 €	21,19 €	26,48 €
Famille	21,19 €	26,48 €	31,78 €

Il est proposé de revaloriser les montants de la participation employeur de 5 % à compter du 1^{er} mai 2017.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu les risques encourus par les agents communaux en matière de santé et de prévoyance ;

Vu les obligations de solidarité, notamment intergénérationnelles, exigées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel pour labelliser les contrats opérateurs ;

Approuve à l'unanimité les nouvelles modalités de participation de la Ville de Cernay à la protection sociale complémentaire des agents communaux en matière de santé et de prévoyance telles qu'elles sont décrites ci-après :

SANTE :

Participation employeur mensuelle	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
agent seul	11,11 €	16,67 €	22,24 €
agent seul + enfant(s) Ou couple	16,67 €	22,24 €	27,80 €
Famille	22,24 €	27,80 €	33,36 €

PREVOYANCE :

Participation de l'employeur pour un contrat labellisé : 11,11 € par mois

Fixe l'indexation des participations – santé et prévoyance – sur le plafond de la sécurité sociale.

Approuve à l'unanimité

19.2 – Création d'emplois saisonniers (été 2017)

En application de l'article 3, alinéa 2, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la ville de Cernay recrute, chaque

année, au sein de ses services, des agents non-titulaires pour faire face aux besoins saisonniers pendant la période estivale.

En général, il s'agit de jeunes qui ont ainsi l'occasion de connaître une première expérience professionnelle.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 3 alinéa 2 ;

Vu l'avis favorable émis par les membres du Comité Technique, réunis en séance du 4 avril 2017 ;

Crée à l'unanimité 25 emplois non permanents à temps complet pour les services municipaux de la ville de Cernay, du 19 juin 2017 au 25 août 2017, pour une durée de deux semaines chacun ;

Inscrit au budget les crédits nécessaires.

Approuve à l'unanimité

20 – Monsieur le Député-Maire rapporte le point n°20

Indemnités de fonction des élus : actualisation de l'indice brut terminal

L'augmentation de l'indice brut terminal de la fonction publique servant de base au calcul des

indemnités de fonction est passée de 1015 à 1022. Ce changement résulte de la réforme initiée par le Gouvernement dans le cadre du protocole Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR), applicable à la fonction publique territoriale, et entérinée par le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 avec effet au 1^{er} janvier 2017.

En conséquence, il convient d'actualiser la délibération du Conseil municipal du 14 avril 2014 fixant les indemnités de fonction des élus.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 14 avril 2014 ;

Modifie à l'unanimité, avec effet au 1^{er} janvier 2017, les indemnités de fonction des élus ainsi qu'il suit :

- Maire :
 - . avec écrêtement¹ : 64,68 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
 - . sans écrêtement : 90 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 1^{er} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 2^{ème} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 3^{ème} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 4^{ème} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 5^{ème} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 6^{ème} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 7^{ème} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 8^{ème} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 9^{ème} adjoint : 25,39 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 1^{er} conseiller délégué : 15,00 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 2^{ème} conseiller délégué : 15,00 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 3^{ème} conseiller délégué : 12,11 % de l'indice brut terminal de la fonction publique
- 4^{ème} conseiller délégué et suivants : 5,27 % de l'indice brut terminal de la fonction publique

N.B. : Ces indemnités sont versées mensuellement et revalorisées automatiquement en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice terminal de la Fonction publique.

Approuve à l'unanimité

21 – Monsieur le Député-Maire rapporte le point n°21

Association des Maires de France – Motion « Manifeste pour des communes fortes et vivantes au service des citoyens »

L'Association des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité a adopté, lors de son Bureau du 26 janvier 2017, un « Manifeste des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité pour des communes fortes et vivantes au service des citoyens » destiné aux candidats à l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai prochains.

Une charte pour l'avenir des communes et des intercommunalités a ainsi été élaborée pour le renforcement des libertés locales qui doivent reposer sur des relations de confiance entre l'Etat et s'appuyer sur 4 principes essentiels :

¹ Plafonnement cumul de mandats

Principe n°1

Garantir la place de communes fortes et vivantes dans une République décentralisée, en respectant le principe constitutionnel de libre administration des collectivités.

Principe n°2

L'État doit reconnaître les collectivités comme de véritables partenaires et mettre fin à la prolifération et à l'instabilité des normes.

Principe n°3

État et collectivités doivent définir et construire ensemble les politiques publiques pour un développement dynamique et solidaire des territoires.

Principe n°4

Un pacte financier doit garantir, pour la durée de la mandature de 2017 à 2022, la stabilité et la prévisibilité des ressources et des charges des communes et intercommunalités.

Ces principes fondent les 15 engagements demandés par l'AMF aux candidats à l'élection présidentielle pour un véritable contrat de mandature afin de permettre à tous les territoires du pays de porter ensemble une ambition pour la France :

1. Renforcer les communes, piliers de la République décentralisée.
Fortes et vivantes, les communes, disposant de la clause de compétence générale, obéissant aux principes de libre administration et de subsidiarité, et permettant l'accès à un service public local universel, sont les socles des services de proximité, les garantes de la citoyenneté et les premiers investisseurs publics.
2. Conclure un pacte financier actant l'arrêt de la baisse des dotations de l'État pour la mandature, dans le cadre d'une loi d'orientation pluriannuelle propre aux collectivités. Ce pacte devra respecter le principe d'autonomie financière, fiscale et de gestion des collectivités et garantir le soutien de l'État à l'investissement public local, en particulier du bloc communal.
3. Mettre en œuvre ce pacte financier par une loi de finances annuelle spécifique aux collectivités retraçant l'ensemble des relations budgétaires et fiscales avec l'État.
4. Reconnaître les collectivités comme de véritables partenaires dans la définition et la mise en œuvre des politiques nationales et européennes les concernant (éducation, santé, mobilités, haut débit et téléphonie, emploi, environnement, culture, sport etc.), à commencer par l'élaboration de la trajectoire pluriannuelle des finances publiques transmise à l'Union européenne.
5. Stabiliser les réformes institutionnelles tout en donnant plus de liberté, de capacité d'initiative et de souplesse aux collectivités. Les organisations territoriales doivent pouvoir être adaptées à la diversité des territoires.

6. Ne plus imposer aux collectivités des dépenses nouvelles sans ressources nouvelles.
Quand l'État impose des dépenses, il doit les financer ou en réduire d'autres à due proportion. Le respect de l'article 40 de la Constitution doit être effectif pour les collectivités.
7. Concrétiser des réformes financières majeures, pour plus de justice entre les territoires : une loi spécifique pour réformer la DGF, la modernisation du système fiscal et la refonte des bases ; des principes et des modalités d'une juste péréquation témoignant de la solidarité nationale et entre collectivités, et prenant mieux en compte les ressources et les charges réelles.
8. Veiller à l'exercice par l'État de ses compétences régaliennes, en étroite coordination avec les Maires.
9. Stopper la prolifération et l'instabilité normative en améliorant la qualité des textes qui doivent donner plus de liberté aux acteurs locaux, dans le cadre d'objectifs partagés. La simplification est un impératif national.
10. Garantir et moderniser le statut de la fonction publique territoriale. Mieux associer les employeurs publics territoriaux aux décisions concernant leurs agents.
11. Définir et porter une véritable politique d'aménagement du pays afin d'assurer un égal accès des populations aux services publics, de corriger les inégalités et de garantir des complémentarités entre territoires métropolitains, urbains et ruraux, de métropole comme d'Outre-mer, en veillant aux fragilités grandissantes de certains d'entre eux.
12. Soutenir et accompagner les collectivités dans la transition écologique et énergétique, et amplifier le développement indispensable des transports collectifs et des mobilités innovantes.
13. Garantir rapidement une couverture téléphonique et numérique performante dans tous les territoires.
14. Développer l'intercommunalité, issue des communes, dans le respect du principe de subsidiarité, sur la base d'un projet de territoire et sans transferts de compétence imposés. L'élection au suffrage universel des conseillers communautaires par fléchage communal doit être conservée afin d'assurer la juste représentation des populations et la légitime représentation de chaque commune.
15. Promouvoir la diversité des formes de coopération et de mutualisation adaptées aux différents territoires et faciliter la création volontaire de communes nouvelles.

Sur la base de ces 15 engagements, un contrat de mandature ambitieux doit être négocié avec les associations nationales représentatives d'élus locaux, dans le cadre d'un dialogue impulsé

au plus haut niveau de l'État. Ce contrat définira des objectifs partagés entre l'État et les collectivités locales, avec le pacte financier correspondant.

Bien qu'il partage les principes et les engagements demandés au futur Président de la République par la motion proposée par l'Association des Maires de France, Jacques Muller craint que le candidat, une fois élu, en fasse peu de cas.

Pour sa part, Michel Sordi veut croire que l'adoption de cette motion par un très grand nombre de communes françaises, dont la Ville de Cernay, ne sera pas totalement vaine, d'autant que les collectivités locales ont plus que jamais besoin de lisibilité et de dialogue avec l'Etat et le Gouvernement.

Joaquim Rodrigues considère qu'il devrait pourtant s'agir là de qualités élémentaires pour tout Président de la République.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2121-29 ;

Soutient à l'unanimité des votes exprimés, moins quatre abstentions (Madame Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le « Manifeste des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité pour des communes fortes et vivantes au service des citoyens » de l'Association des Maires de France (AMF) tel que détaillé ci-dessus.

Approuve à l'unanimité des votes exprimés

Quatre abstentions (Madame Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

22 - Questions orales

L'ordre du jour étant épuisé, il est possible d'examiner les questions orales dans l'ordre chronologique de leur transmission.

Monsieur le Député-Maire invite Monsieur Jacques MULLER à poser la première question.

« Pouvez-vous nous communiquer la date du prochain conseil municipal ? »

Monsieur le Député-Maire passe la parole à Madame OSWALD, afin de lui permettre de répondre à cette question.

Catherine OSWALD

« Monsieur le Conseiller,

La date du prochain conseil municipal est fixée au vendredi 23 juin 2017. »

Monsieur le Député-Maire invite Monsieur Joaquim RODRIGUES à poser la deuxième question.

« Un projet se dessine sur le site de l'ancien presbytère de Cernay. Connaissons-nous, dès à présent, les estimations des domaines pour la vente du terrain ? Qui prendra en charge les frais de démolition ? Avons-nous un échéancier de réalisation de ce projet ? »

Monsieur le Député-Maire passe la parole à Monsieur Jérôme HAMMALI, afin de lui permettre de répondre à cette question.

Jérôme HAMMALI

« Monsieur le Conseiller,

Pour l'heure, si un projet abouti et crédible existe, celui de la société ATIK, rien n'a été finalisé ; une telle hypothèse nécessitera forcément une validation du Conseil municipal.

Ce projet a fait et fait encore l'objet d'examens et d'avis, raison pour laquelle il a été soumis aux Architectes des Bâtiments de France, aux représentants des commerçants de Cernay, aux instances consultatives communales (Conseil Consultatif des Aînés, Conseil Consultatif des Jeunes etc.), à la commission d'urbanisme. Il a également été présenté à l'ensemble du conseil municipal lors des commissions réunies du 10 février dernier.

Il m'est donc difficile de vous communiquer un échéancier de réalisation de ce projet. Néanmoins, nous espérons revenir devant l'assemblée municipale, en vue de l'approbation d'un projet finalisé dans les mois qui viennent.

Nous avons bien évidemment une estimation des domaines et pour qu'un projet puisse se concrétiser, il conviendra préalablement de démolir l'ancien presbytère, tâche qui incombera à la Ville de Cernay en sa qualité de propriétaire. »

Monsieur le Député-Maire invite Madame Sylvie REIFF-LEVETT à poser la troisième question.

« Récemment de nombreux arbres ont été abattus le long de la Thur. En connaissez-vous la raison ? Qui a mené l'opération, la commune de Cernay ou le Conseil Départemental ?

Existe-t-il des projets pour reboiser ce secteur afin de limiter la prolifération de la nouée du Japon et aussi aider au maintien des berges de la Thur ? »

Monsieur le Député-Maire passe la parole à Monsieur Claude MEUNIER, afin de lui permettre de répondre à cette question.

Claude MEUNIER

« Madame la Conseillère,

Ces travaux, réalisés par le Conseil départemental au titre de ses obligations de gestionnaire de la Thur, avaient pour but d'enlever les arbres morts et surtout de libérer cette partie du cours d'eau, ce que les services du département dénomment « section hydraulique », afin de garantir un bon écoulement d'une crue centennale.

Les services du département ne prévoient pas de reboisement, puisque, précisément, le but est de libérer la section hydraulique en question.

Quant aux arbres implantés le long des berges de la Thur, ils n'étaient pas concernés par ces travaux, sauf à la marge, si l'un d'eux pouvait présenter un risque pour les promeneurs.

Par conséquent, il n'y a pas de raison objective de voir un lien de causalité entre ces travaux et l'éventuelle prolifération, non pas la « nouée » du Japon comme vous le dites, mais de la « renouée » du Japon. »

Monsieur le Député-Maire invite Monsieur Joaquim RODRIGUES à poser la quatrième question.

« Ces derniers temps, les médias régionaux et nationaux évoquent régulièrement certaines actions du Député de la circonscription, par ailleurs maire de Cernay. Ces pratiques sont connues et ne semblent pas être illégales. Toutefois, nous sommes régulièrement questionnés par des habitants à ce sujet. Que pouvons-nous répondre à ces interrogations ? »

Il reprend la parole pour répondre à cette question.

« Monsieur le Conseiller,

Je vous remercie pour votre sollicitude, dont, bien évidemment, la sincérité ne saurait être mise en cause.

Comme je vous sens inquiet, je me fais un devoir de vous rassurer en vous indiquant que les habitants de Cernay, que je côtoie tous les jours et depuis tant d'années, ne sont pas dupes des manœuvres et autres amalgames qui fleurissent en ces temps de campagne électorale.

Et au risque de vous décevoir, pardon de vous rassurer, ce qui les intéresse c'est de savoir que j'ai fait le choix d'aller au bout de mon engagement auprès d'eux, c'est-à-dire de demeurer le Maire de Cernay jusqu'au terme du mandat qu'ils m'ont, avec mon équipe, confié très majoritairement en 2014. »

23 - Informations à la municipalité

Monsieur le Député-Maire passe la parole à Anita BURGER, Adjointe à la culture, pour la communication de quelques informations.

Anita BURGER

09.04	Cercle familial	Théâtre alsacien
17.04	Places Grün	MAP Sporting
22.04	Place de l'église	« Storcky Kids »
29.04	Espace Grün	Concert gala Musique municipale
29/30.04	Complexe « D. Eck »	Marche populaire (SRC Marche)
30.04	Monument aux morts	Commémoration « journée déportation »
30.04	Garage Courtois	Tako 68 (dans le cadre de la Journée nationale des véhicules d'époque)
01.05	Places Grün	MAP Basket club
06/07.05	Centre sportif	Finale gymnastique
08.05	Monument aux morts	Commémoration
20.05		Journée citoyenne
26.05		Fête des Marchés
26 au 28.05		Fête des voisins
04.06		Fête annuelle Saint-André
05.06	Places Grün	MAP Amicale anciens du handball
11.06	Centre-ville	Foire d'été
16/17.06	Rue de l'Industrie	Rallye « Plaines et cimes »
17.06	Monument aux morts	Commémoration 18 juin (18h)
17/18.06	Espace Grün	Salon « Made in Alsace »
18.06	Monument aux morts	Commémoration
21.06	Parc « Rives de la Thur »	Fête de la Musique

Réouverture du musée « Porte de Thann » les samedis et dimanches des mois de mai et juin.

8ème édition Silber Thur 27/28.05.2017 au Silberthal


Loto Lions Club 13.05.2017 à la salle polyvalente Vieux Thann

Pour conclure, Monsieur SORDI tient à saluer le retour de Monsieur Thierry BILAY au sein de cette assemblée municipale.

Enfin, il invite l'ensemble des Conseillers municipaux à avoir une pensée pour toutes les victimes des récents attentats en Russie, en Suède et au Royaume-Uni.

Fin de la séance : 21h32.




Guillaume GERMAIN
Adjoint au Maire
Secrétaire de séance